



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/1986/4/Add.2
15 janvier 1986
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Première session ordinaire de 1986

APPLICATION DU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS
ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Deuxièmes rapports périodiques présentés par les États parties au
Pacte au sujet des droits visés aux articles 10 à 12, conformément
à la deuxième étape du programme établi par le Conseil économique
et social dans sa résolution 1988 (LX)

Additif

CHYPRE*

[26 septembre 1985]

* Le rapport initial présenté par le Gouvernement chypriote au sujet des droits visés aux articles 10 à 12 du Pacte (E/1980/6/Add.3) a été examiné par le Groupe de travail de session d'experts gouvernementaux à sa session de 1981 (voir E/1981/WG.1/SR.6).

ARTICLE 10. PROTECTION DE LA FAMILLE, DES MÈRES ET DES ENFANTS

Protection de la mère

a) Prime à la naissance

1. Aucun changement n'est intervenu depuis le dernier rapport, si ce n'est que le montant de la prime à la naissance a été porté de 60 à 67 livres chypriotes à compter du 1er janvier 1984, aux termes de la loi sur l'assurance sociale No 7/84 (Amendement) et de 67 à 75 livres chypriotes, à compter du 1er janvier 1985, aux termes de la loi sur l'assurance sociale No 10/1985 (Amendement)*.

b) Allocation de maternité

2. Aucun changement n'est intervenu depuis le dernier rapport, si ce n'est que pendant la période à l'examen, l'assiette des cotisations a été portée de 19,60 à 22 livres chypriotes à compter du 1er janvier 1984, et de 22 à 24,50 livres chypriotes à compter du 1er janvier 1985 (voir Lois No 7/84 et 10/1985, respectivement, ainsi que l'article 3 des Règlements de 1984 sur l'assurance sociale [cotisations] (Amendement) et l'article 4 des Règlements de 1985 sur l'assurance sociale [cotisations] (Amendement)*.

3. En outre, il faut souligner qu'un amendement a été présenté récemment à la Chambre des représentants tendant à relever le montant de l'allocation de maternité. Si cet amendement est adopté, le montant de l'allocation de base et de l'allocation complémentaire versées sur une base hebdomadaire, qui représente actuellement 60 p. 100 et 50 p. 100 respectivement du montant moyen des revenus hebdomadaires soumis à cotisation payés et crédités au cours de la dernière année de cotisation, sera porté à 75 p. 100.

4. Le montant des primes supplémentaires versées pour personnes à charge demeure inchangé.

* Ces documents, présentés par le Gouvernement chypriote en anglais et en grec, peuvent être consultés au Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.